

THEME (copie 1)

Sarkozy met les banques sous pression.

BPCE, Société Générale, et BNP Paribas doivent trouver 8,8 milliards d'euros de capitaux frais. Le chef de l'État exige qu'elles sacrifient leurs bonus et dividendes et ne diminuent pas les crédits à l'économie.

LES BANQUES françaises espèrent être sorties de la crise infernale où elles étaient enfermées depuis cet été. Alors que les investisseurs, inquiets de leur exposition sur les pays en difficulté dans la zone euro, se sont déchaînés contre elles en Bourse, l'Autorité bancaire européenne a posé mercredi soir un diagnostic plutôt mesuré.

Sur les 106,4 milliards d'euros de nouveaux besoins de capitaux du secteur bancaire européen, les établissements français ne représentent « que » 8,8 milliards. L'objectif de ces recapitalisations est de redonner confiance aux marchés en contraignant tous les acteurs à respecter, dès juin 2012, des normes internationales plus rigoureuses, initialement prévues pour 2019. Le but a semble-t-il été atteint : hier, les actions des banques françaises se sont envolées de 16% à 22%.

Depuis le début de la crise, les banquiers affirment qu'ils renforceront leur solidité financière sans aide publique. Les moyens qu'ils emploieront seront toutefois surveillés de près. Hier soir, Nicolas Sarkozy a été très clair : elles devront y consacrer « la quasi-totalité de leurs dividendes », plutôt que de les utiliser pour servir leurs actionnaires. À cet effet, consigne a été donnée au gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, de les convoquer dans les jours qui viennent pour s'informer de leurs intentions.

ANNE DE GUIGNÉ, Le Figaro économie, 28 octobre 2011